

Les 40 ans de L'autre Parole

Monique Hamelin

Numéro 785, juillet–août 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/82580ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hamelin, M. (2016). Les 40 ans de L'autre Parole. *Relations*, (785), 9–10.

est pourtant bien plus accablante. Ainsi, le dénombrement n'a compté que cinq personnes dans Côte-des-Neiges, alors que les carnets des patrouilleurs du Service de police de la Ville de Montréal révèlent qu'ils y voient plus de 40 sans-abri. De même, le dénombrement n'a compté que 28 hommes au Refuge des jeunes, qui en a pourtant vu 632 en 2014-2015!

En focalisant notre attention sur l'itinérance visible un soir à Montréal, on occulte de grands pans d'une réalité complexe qu'il est crucial de prendre en compte si, comme société, nous voulons nous donner les moyens d'une véritable lutte pour le droit à la citoyenneté. ☺

LES 40 ANS DE L'AUTRE PAROLE

Quatre mots caractérisent ce groupe de femmes chrétiennes : collectif, féminisme, solidarité et liberté.

Monique Hamelin

L'auteure est membre de la collective depuis 35 ans et secrétaire de rédaction de la revue *L'autre Parole*

En 1976, une théologienne de Rimouski, Monique Dumais, lance un appel à quelques femmes dans le domaine religieux afin de créer un outil d'information et de conscientisation pour briser l'isolement des féministes chrétiennes. Ainsi naît *L'autre Parole*. Depuis, la place des femmes dans l'Église catholique romaine n'a pas tellement changé. Sur cette question, cette Église reste aussi désespérante aujourd'hui, sous François, qu'hier sous Paul VI, Jean-Paul II ou Benoît XVI. Certes, à l'époque, les membres de la collective n'attendaient rien des autorités catholiques et ce dernier bastion tout mâle dans sa hiérarchie reste encore aujourd'hui un contre-témoignage du Jésus des Évangiles qui, lui, a sans complexe fait place aux femmes.

Dès le départ, les fondatrices de *L'autre Parole* ont donc voulu briser l'isolement

et c'est en *collectif* qu'elles ont réfléchi, écrit, réécrit, interprété, agi et célébré en incarnant l'Église qu'elles voulaient voir naître. Elles ont créé et bâti un espace de parole, de sororité et de solidarité qui est une *Ekklesia* – terme dont la racine renvoie à l'Église, mais aussi à l'assemblée – de tous les chrétiens et toutes les chrétiennes.

Pour ce faire, elles ont misé sur les valeurs *féministes*, voulant être solidaires des luttes et des revendications du mouvement des femmes contre les différentes manifestations d'oppression du patriarcat. Elles ont dénoncé et rejeté les points de vue trop souvent sexistes et misogynes et, surtout, elles ont voulu construire une autre parole, une parole de femmes pour dire ce en quoi elles croient, ce qu'elles pensent. Dès le début des années 1980, en solidarité avec le mouvement féministe québécois, elles se sont prononcées haut et fort « pour la vie et le libre choix en matière d'avortement » car pour elles, contrairement aux évêques, « la vie des femmes n'est pas un principe » (*L'autre Parole*, n° 17, avril 1982). Elles ont repris cette réflexion dans les années 2000 et publié une prise de position sur cet enjeu en 2013. Pour les membres de la collective, le dissentiment va de la dissidence jusqu'à la désobéissance face à l'autorité établie, sur cette fameuse question des femmes, de leur liberté de penser et des rôles qu'elles

L'autre Parole

peuvent exercer dans l'Église catholique. Leur parole se situe dans le temps; elle évolue, elle n'est ni fermée, ni définitive, ni normative.

L'action de *L'autre Parole* se caractérise aussi par la persévérance dans la construction d'alternatives et de *solidarités* tant auprès des femmes en Église, qui œuvrent à changer les pratiques de l'intérieur, que de celles appartenant aux différents mouvements féministes qui luttent dans la société pour plus de justice et d'égalité. La solidarité avec les femmes d'autres

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Un portrait du Québec

Le Conseil du statut de la femme du Québec appelle à poursuivre les efforts pour atteindre l'égalité femmes-hommes au Québec. Dans son portrait statistique annuel publié début mai, l'organisme gouvernemental fait état d'inégalités persistantes dans tous les domaines étudiés : démographie, scolarité, marché du travail, conciliation de la vie professionnelle et personnelle, revenus, santé, violences et participation aux sphères de pouvoir. Bien que les Québécoises soient maintenant plus nombreuses que les Québécois à détenir un diplôme, leur taux d'emploi demeure inférieur à celui des hommes. L'écart est encore plus important chez les personnes sans diplômes. Le revenu total médian des femmes n'atteint par ailleurs qu'un peu plus de 70 % de celui des hommes, et leur présence dans les principales instances décisionnelles évolue trop lentement, selon le rapport. Enfin, en 2011, date du dernier recensement, les femmes représentaient 81,2 % des victimes de violences conjugales. Source : <csf.gouv.qc.ca>.

croances religieuses partageant une option féministe est également importante; elle a débuté lors de la Marche mondiale des femmes, en 2000, et se poursuit aujourd'hui avec des femmes musulmanes. Outre l'enrichissement qu'apporte le partage des expériences vécues, toutes ont tôt fait de constater qu'il y a beaucoup plus de choses qui les unissent qu'il y en a qui les séparent.

La *liberté* de parole, liberté dans l'action, liberté des femmes croyantes de prendre la parole et de dire et d'exprimer le sacré est un principe qui leur est cher. Liberté aussi de penser un christianisme, une théologie, une éthique et une morale à partir de l'ancrage des femmes en quête de

liberté.

Depuis 1976, *L'autre Parole* publie une revue du même nom. À ce jour, 143 numéros sont disponibles gratuitement sur son site Web <lautreparole.org>. Ces numéros proposent des réécritures des textes fondamentaux, des prières, de la poésie, des chants, des réflexions à caractère théologique, éthique et sociologique sur des sujets comme le corps, le sacré, les sacrements, l'écoféminisme, l'éthique féministe de la consommation, la guerre, la paix, la prostitution, le sacerdoce, le fon-

damentalisme, Marie, les saintes, la résistance, la solidarité, etc.

L'autre Parole, c'est donc 40 ans de marche d'une *Ekklesia* de femmes en devenir, d'une communauté de disciples égales, chacune porteuse d'une parole vivante. Quarante ans, c'est le mitan de la vie... et les femmes qui militent à L'autre Parole –nouvelles recrues ou membres depuis les débuts de la collective– sont aussi, pour la majorité, au mitan de leur vie (40-65 ans). Les questionnements liés à cet âge semblent trouver une voie d'avenir à – et pour – L'autre Parole, ce milieu où la spiritualité féministe chrétienne peut s'exprimer librement. ©

PROTECTION DES JOURNALISTES L'ONU interpellée

Une coalition internationale de médias, de journalistes et d'ONG lance un appel pour la création d'un poste de « protecteur des journalistes » aux Nations unies. Ce représentant spécial du secrétaire général de l'ONU aurait pour mission la coordination des efforts de l'ONU pour protéger les journalistes et serait doté d'un réel poids politique. Initiée par Reporters sans Frontières (RSF), cette campagne vise à créer un mécanisme concret d'application du droit international. Alors que près de 800 journalistes ont été tués dans le monde entre 2005 et 2015, RSF estime que les nombreuses résolutions onusiennes sur la protection des journalistes n'ont pas eu les résultats escomptés. Les signataires de cet appel entendent également répondre à la menace qui pèse sur le droit à l'information de millions de citoyens à travers le monde. Renseignements : <rsf.org/campagne-protectjournalists>.

Relations poétiques

En 2009-2010, la poète Élise Turcotte signait dans nos pages la chronique littéraire qu'elle avait intitulée *La forme du jour*. C'est sous ce même titre qu'elle vient de faire paraître un recueil de poésie aux éditions du Noroît, qui s'ouvre avec les huit poèmes publiés dans *Relations* à l'époque. Soulignons par ailleurs que l'écrivain et poète Rodney Saint-Éloi, qui tiendra la chronique littéraire dans *Relations* dès l'automne prochain, était finaliste aux derniers prix d'excellence de la Société de développement des périodiques culturels (SODEP) pour son texte « Mes langues à moi sont toutes mortes », paru dans notre dossier « Francophonie en Amériques : entre rêve et réalité » (n° 778, mai-juin 2015).

MOBILISATION MONDIALE ANTINUCLÉAIRE AU JAPON

Le mouvement antinucléaire se mobilisait à Tokyo en mars dernier pour un Forum social mondial thématique sur le nucléaire.

Sachiyo Kanzaki

L'auteure, anthropologue, est chargée de cours à l'Université de Montréal et à l'UQAM

Cinq années sont passées depuis l'accident de Fukushima en 2011, et le site de la centrale nucléaire libère toujours de la radioactivité dans l'environnement. Malgré tout, le gouvernement du Japon est revenu sur sa promesse faite en septembre 2012 de fermer toutes les centrales nucléaires du pays d'ici 2039 en annonçant, trois mois plus tard, non seulement le redémarrage de toutes les installations, mais aussi la construction de nouvelles centrales.

C'est dans ce contexte et dans le but de trouver des solutions pour un avenir sans énergie nucléaire que le Forum social mondial thématique sur le nucléaire s'est tenu en mars dernier à Tokyo. Né d'une initiative citoyenne, cet événement indépendant des entreprises privées et des gouvernements avait pour objectif de proposer une solution de rechange à l'expansion de la globalisation néolibérale, en se concentrant sur la dénonciation de la situation à Fukushima et des décisions politico-économiques favorables à l'énergie nucléaire au Japon.

Les ateliers tenus durant ce Forum portaient, entre autres, sur la question de la justice climatique en lien avec le redémarrage des réacteurs nucléaires, sur la situation de la main-d'œuvre exposée à la radiation ainsi que sur l'exportation de

réacteurs. De plus en plus, en raison de l'impasse dans laquelle elle se trouve dans son propre pays, l'industrie de l'énergie nucléaire japonaise, comme celle des pays occidentaux, tente en effet d'exporter ses technologies vers les pays en voie de développement.

La situation actuelle du Japon par rapport au nucléaire est néanmoins familière et rappelle des souvenirs qui remontent à bien avant l'accident de Fukushima. En effet, en dépit des souffrances endurées par le pays à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki et malgré les accidents de Monju en 1995, Tōkai-mura, en 1999, et Mihama en 2004, le gouvernement japonais a encouragé la construction de plusieurs centrales nucléaires à travers le pays. On constate également que toutes ces centrales nucléaires dites « sécuritaires » ont été installées loin des grands centres urbains, créant ainsi un contraste économique semblable aux dynamiques inégalitaires qui caractérisent les relations Nord-Sud.

Dans les années 1990, les effets de la radioactivité sur les travailleurs des cen-

